

# L'agir politique au regard des technologies de l'information et de la communication

## Political Action in Regard to Information and Communication Technologies

Anne Goldenberg et Serge Proulx

À courant et à contre-courant : les gauches québécoises depuis 1960  
Volume 14, numéro 1, 2011

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1005988ar>  
DOI : <https://doi.org/10.7202/1005988ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Globe, Revue internationale d'études québécoises

### ISSN

1481-5869 (imprimé)  
1923-8231 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer cet article

Goldenberg, A. & Proulx, S. (2011). L'agir politique au regard des technologies de l'information et de la communication. *Globe*, 14 (1), 99-120.  
<https://doi.org/10.7202/1005988ar>

### Résumé de l'article

La gauche québécoise peut-elle inventer de nouveaux espaces citoyens à partir des configurations sociopolitiques ouvertes par les technologies de l'information et de la communication (TIC) ? Nous avons repéré trois formes de militantisme à l'oeuvre dans ce nouveau contexte. Un premier militantisme oriente ses actions vers un accès élargi aux moyens techniques. Issu du milieu communautaire, des militants, hommes et femmes, s'assurent que le plus grand nombre puisse utiliser les technologies, les comprendre, les maîtriser, tout en se maintenant à distance des logiques commerciales sous-jacentes au développement technologique. Or, dans un contexte fortement marqué par l'idéologie néolibérale, les milieux communautaires sont aujourd'hui contraints de réorienter leurs modes d'intervention ou de financement, ce qui complexifie leurs actions pour l'accessibilité. Un second militantisme fait plus directement usage des médias. Ainsi, des groupes activistes ont pris l'habitude de publiciser eux-mêmes leurs actions. Par ce moyen, ils proposent une signification globale à leurs actions locales. Ils ont appris à reconsidérer leurs relations aux technologies et à la communication. Face à l'invasion des pratiques publicitaires, certains de ces activistes s'organisent aussi pour subvertir les messages au sein même des espaces de propagande et de marketing. Décritant la privatisation croissante des médias québécois, d'autres initiatives ont émergé pour fournir une option de qualité, portée par des amateurs, mais aussi par des journalistes libérés de leurs contraintes habituelles. Un troisième militantisme s'attaque plus directement à la conception même et à la propriété des dispositifs communicationnels. Ces groupes « activistes de la technique » revendiquent un droit de regard et d'intervention sur la conception et le fonctionnement même des dispositifs sociotechniques qui nous entourent. Ils militent à la fois pour la production de dispositifs au code librement accessible, pour la mise à disposition de biens communs informationnels et pour un libre accès aux connaissances. Comment ces trois formes de militantisme sont-elles reliées ? Dans quelle mesure ces nouveaux militantismes témoignent-ils d'un mouvement global de reconfiguration de l'agir politique ? Ces formes de militance orientées vers la technique peuvent-elles avoir une portée politique à plus long terme ?





Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, des travaux en sciences sociales et en philosophie ont tenté de caractériser les transformations du processus de politisation des enjeux sociaux dans un monde de plus en plus technicisé. Depuis vingt ans, les développements en matière de technologies d'information et de communication ont été tels qu'on parle aujourd'hui de l'avènement d'une « société de l'information », métaphore fourre-tout ayant contribué à rallier grandes entreprises, gouvernements nationaux et organismes internationaux autour d'une injonction au développement du « tout à l'informationnel<sup>1</sup> ».

À partir de leurs actions, différents groupes militants ont cherché à définir diverses postures en regard de ces évolutions technologiques, à l'échelle locale et à l'échelle globale. À travers le chemin parcouru par les divers groupes, comment les militants constituant la gauche québécoise ont-ils pensé, vécu ou tenté de réinventer cette « explosion de la communication<sup>2</sup> » ? Quels enjeux politiques pour la gauche pouvons-nous identifier à la suite de l'examen de ces pratiques militantes qui cherchent à recomposer l'action politique en prenant en compte le fait technologique ?

## **DANS UN MONDE TECHNICISÉ, REPENSER LE POLITIQUE ? CONTRIBUTIONS DE LA PHILOSOPHIE DE LA TECHNIQUE**

Depuis la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, trois façons de considérer la politisation de la technologie ont été proposées par les philosophes. Une approche critique a d'abord dénoncé la dimension déterministe et systémique des dispositifs techniques et le danger des discours euphoriques les entourant. D'inspiration marxiste, cette posture correspond à un regard déterministe et essentialiste sur la Technique. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, Heidegger<sup>3</sup> explique ainsi que la modernité a créé une dissociation entre l'Homme et son emprise sur la question technique. Plus incisifs, les philosophes de l'École de Francfort<sup>4</sup> réfugiés aux États-Unis développent une pensée critique visant spécifiquement les médias de masse et les technologies de communication et leur rôle décisif en matière de propagande, d'industrialisation de la culture et de marchandisation de la vie quotidienne. Ils



1. Serge PROULX, « Interroger la métaphore d'une société de l'information : horizon et limites d'une utopie », *Communication & Langages*, n° 152, 2007, p. 107-124.

2. Philippe BRETON et Serge PROULX, *L'explosion de la communication. Introduction aux sciences et aux pratiques de la communication*, Paris, La Découverte, 2006 [2002].

3. Martin HEIDEGGER, « La question de la technique », *Essais et conférences*, Gallimard, Paris, 1980.

4. Voir à ce titre : Jean SPURK, *Critique de la raison sociale : l'École de Francfort et sa théorie de la société*, Québec/Paris, Presses de l'Université Laval, Éditions Syllepse, 2001.

dénoncent l'émergence d'un paradigme économiste et rationnel intimement lié à la promotion d'une diffusion sociale accélérée des technologies. La gauche traditionnelle continue d'être marquée par ce souci de distanciation critique à l'égard du phénomène technique.

Face à cette posture critique, l'approche positiviste considère les techniques comme des opportunités de progrès dont il faudrait embrasser l'évolution. En maîtrisant une technologie, un groupe social pourrait s'en servir aux fins qui lui conviennent. La technologie devient l'instrument de nouveaux pouvoirs. Cette approche instrumentalise les technologies et tend à considérer que l'usage social détermine le sens donné au dispositif. À la même époque, Gilbert Simondon signalait que l'enjeu tenait au maintien de l'intérêt que porteraient les sciences humaines et sociales à une compréhension intime du fonctionnement des objets techniques<sup>5</sup>. Cette mise en garde fut reprise ultérieurement par certains milieux *hacker* pour justifier l'intérêt qu'ils portent à la transparence et au contrôle social du développement des technologies.

Le constructivisme critique tend, quant à lui, à penser les effets structurants des technologies en gardant à l'esprit que celles-ci sont construites dans des rapports sociaux au sein desquels se négocient des enjeux sociaux et politiques. Selon Andrew Feenberg, les dispositifs techniques agissent à la manière de lois, en ce sens qu'ils sont issus de négociations, qu'ils possèdent un effet de structuration sociale et qu'ils restent contournables et discutables à condition qu'on ne laisse pas se refermer la « boîte noire » une fois le processus de diffusion amorcé : « les technologies fournissent le cadre de pensée de la modernité [...] et nous devons inventer des politiques de transformation technologique<sup>6</sup> » [nous traduisons]. Cela voudrait-il dire que les catégories traditionnelles pour penser la sphère publique – et les stratégies pour y intervenir – seraient à réinventer ? Mais si l'usage des technologies contribue à reconfigurer les méthodes, les logiques et les postulats de l'action, comment dès lors s'entendre sur ce qui constitue dorénavant la sphère du politique ? Comment les catégories « gauche/droite » fonctionnent-elles dans une société qui s'équipe en TIC, s'organise en réseaux et fait face à de nouveaux modes et espaces de communication ?

L'une des manières de fournir des éléments de réponse à ces questionnements des philosophes a consisté, pour nous, à observer et à décrire les principales façons dont les groupes militants québécois ont orienté leurs

✦ ✦ ✦

5. Gilbert SIMONDON, *Du mode d'existence des objets techniques*, Paris, Éditions Mouton, 1958.

6. Andrew FEENBERG, *Questioning Technology*, New York, Routledge, 1999, p. 13.

actions dans le contexte de cette nouvelle emprise sociale des technologies de l'information et de la communication.

## **PROPOSITION D'UNE TYPOLOGIE DES PRATIQUES MILITANTES LIÉES AUX TIC**

Certains groupes militants québécois se sont politisés plus particulièrement en regard du phénomène technique contemporain. En suscitant des mobilisations autour d'enjeux concernant leur diffusion et leur appropriation, ces groupes ont contribué à modeler certaines formes d'organisation des dispositifs sociotechniques. Nous avons dégagé de nos analyses trois formes principales de militantisme lié à l'usage des TIC.

Le premier militantisme touche la problématique de l'accessibilité aux technologies. Conscients que la fracture numérique s'ajoute à d'autres fractures sociales (accès à la nourriture, à l'éducation, aux soins de santé), des groupes se sont mobilisés pour amener les populations les plus défavorisées à pouvoir utiliser les TIC. Cet activisme est porté par des groupes d'éducation populaire, des associations et autres groupes communautaires qui orientent leur travail vers une « alphabétisation numérique » des milieux défavorisés. Ces organismes sont partiellement liés, d'un point de vue financier, à une nécessaire reconnaissance gouvernementale, ce qui a pour effet de les rendre sensibles aux grandes orientations des politiques publiques. Le désengagement actuel de l'État les pousse à trouver des solutions d'autofinancement, enchevêtrant parfois leurs objectifs sociaux à des pratiques proches du marketing, ou encore à un alignement sur les intérêts de bailleurs de fonds privés.

Le second militantisme implique plus directement la pratique des médias. Un certain nombre de « médiactivistes » se consacrent d'une part à un travail de « subversion des médias » pour se réapproprier, sur un mode cynique ou humoristique, certaines formes de propagande qui affluent dans l'espace public. D'autre part, ils critiquent la médiatisation habituelle des luttes sociales de manière à pouvoir proposer une alternative en matière de médias davantage participatifs ou radicaux. La pratique de ces médias alternatifs est susceptible d'entraîner une restructuration des logiques d'organisation et de légitimation de la parole publique. Contrairement aux « militants de l'accès » mentionnés précédemment, souvent arrimés à l'obtention de subventions gouvernementales, Johnson et Bimber associent cette militance du détournement médiatique à l'émergence de pratiques dites « post-bureaucratiques<sup>7</sup> ».

✦ ✦ ✦

7. Diane JOHNSON et Bruce BIMBER, « The Internet and Political Transformation Revisited », Andrew FEENBERG et Daren BARNEY (dir.), *Community in the Digital Age: Philosophy and Practice*, Lanham, Rowman/Littlefield, 2004, p. 239-261.

Elle implique des détournements informationnels aussi bien que l'autogestion d'espaces d'hébergement de publication et, plus généralement, une réflexion sur l'aménagement des espaces de communication. Cela nous amène vers un troisième type de militantisme davantage orienté vers la conception des dispositifs techniques.

Le troisième militantisme concerne les conditions d'usage, de propriété, d'adaptation et de partage des infrastructures matérielles et logicielles qui sous-tendent l'appropriation sociale des TIC. Ceux que nous appelons les « militants du code<sup>8</sup> » ont contribué à repenser la politisation dans un monde technicisé, en soutenant que dans la mesure où le « code agit comme une sorte de loi », il est crucial d'y avoir un droit de regard<sup>9</sup>. Parmi eux, les militants du logiciel libre sont réputés avoir œuvré à une politisation de la production du code source en promouvant des pratiques d'échange et en utilisant des licences articulées autour d'une éthique de l'entraide et de l'autonomie. Ils ont ainsi proposé un nouveau rapport à la propriété des dispositifs techniques, au travail<sup>10</sup> et à la circulation des savoirs. Proches des militants du libre, les *hackers* préconisent une approche transparente et libertaire des technologies. Certains se réunissent régulièrement dans des *hackerspaces* pour mettre en commun leurs pratiques, découvertes et « subversions technologiques ». Ils associent à cette attitude fortement technophile un discours politique orienté vers l'appropriation démocratique des technologies et la nécessaire transparence informationnelle d'un point de vue scientifique et étatique. Ils se mobilisent aussi contre les mesures qui bâillonnent l'accès aux TIC.

En nous inspirant notamment de l'approche constructiviste critique d'Andrew Feenberg<sup>11</sup> nous proposons une description des manières par lesquelles des groupes militants québécois se sont mobilisés autour d'enjeux comme celui de l'appropriation sociale des TIC et de la technicisation de la sphère publique.

## MILITANTISME DE L'ACCÈS : UNE LUTTE CONTRE LA FRACTURE NUMÉRIQUE

La question de la fracture numérique n'est pas seulement une problématique liée aux rapports Nord/Sud. Elle concerne aussi les sociétés industrielles



8. Serge PROULX, Julien RUEFF et Stéphane COUTURE (dir.), *L'action communautaire québécoise à l'ère du numérique*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2008.

9. Lawrence LESSIG, *Code Version 2.0*, New York, Basic Books, 2006.

10. Pekka HIMANEN, *The Hacker Ethic and the Spirit of the Information Age*, New York, Random House, 2001.

11. Andrew FEENBERG, *op. cit.*

fortement informatisées comme le Québec. À partir de la décennie 1990, les pays occidentaux réfléchissent au développement des réseaux du futur et à leur stratégie de déploiement. De nombreux gouvernements nationaux et organismes internationaux énoncent l'objectif d'une garantie d'accès du plus grand nombre à une multiplicité de dispositifs, services et contenus.

Au Québec, des groupes communautaires prennent en charge cette mise en accès couplée d'une éducation critique et réflexive, mais cette action ne se fait pas sans difficultés ni contradictions. Le secteur communautaire québécois s'est constitué depuis les années 1960 à partir de pratiques militantes orientées vers l'aide aux plus démunis et de luttes pour la justice sociale. Dès lors, le mouvement communautaire prend essor dans une longue suite de « coopérations conflictuelles » avec les institutions publiques qui assurent souvent leur financement<sup>12</sup>. Pendant les années 1980, des programmes canadiens de subventions publiques commencent à financer l'acquisition d'équipement et l'organisation de formations, mais sans prendre en compte nommément le secteur communautaire comme médiateur privilégié de ces activités. À partir des années 1990, c'est l'ouverture des réseaux techniques vers des publics élargis (réseaux jusque-là réservés au monde des affaires et de l'éducation) : le milieu communautaire québécois accède à Internet par la même occasion. Cependant, les orientations politiques québécoises et canadiennes se concentrent alors principalement sur l'aide au branchement des entreprises et des individus. Le milieu communautaire n'est pas considéré comme une priorité gouvernementale, alors que le Québec accuse déjà un retard par rapport au reste du Canada.

À partir de 1995, on voit apparaître des groupes communautaires qui s'investissent spécifiquement dans la défense du droit d'accès pour tous et toutes, y compris les plus démunis<sup>13</sup>. Né en 1983, d'une association entre l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA) et le Relais-Femmes de Montréal, le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF) est un carrefour d'échanges et un espace d'expression qui a pour mission de rendre accessibles les savoirs et savoir-faire du milieu communautaire francophone. En 1995, le CDEACF profite de l'accès élargi à Internet pour mettre en place des services à distance spécialisés qui permettent aux organismes d'alphabétisation de profiter de sa

✦ ✦ ✦

12. Deena WHITE, « Maîtriser un mouvement, dompter une idéologie : l'état et le secteur communautaire au Québec », *Canadian Journal of Policy Research*, vol. 2, n° 2, 2001, p. 132-141.

13. Voir : Serge PROULX, Julien RUEFF et Nicolas LECOMTE, *Une appropriation communautaire des technologies numériques de l'information*, Centre Interuniversitaire de Recherche sur la Science et la technologie. Note de recherche, n° 3, 2007.



documentation. Rapidement, l'organisme met aussi sur pied des projets favorisant l'intégration des TIC dans les pratiques communautaires. Dans une perspective de démocratisation des connaissances, l'organisme travaille ainsi autant à la valorisation du patrimoine documentaire communautaire québécois qu'à la défense du droit à l'information comme outil de transformation sociale.

À cette même époque, l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA) et La Puce communautaire mettent sur pied le projet Communautaire qui deviendra finalement un organisme incorporé en 1999. Le groupe Communautaire vise à défendre les intérêts des groupes populaires et des milieux communautaires dans l'espace des politiques canadiennes et québécoises en matière de TIC. Il agit aussi comme organisme formateur pour favoriser l'appropriation sociale et démocratique des TIC par les groupes communautaires et les populations qui risquent l'exclusion numérique. En référence aux conditions d'exclusion des personnes ayant des limitations fonctionnelles vis-à-vis des innovations en matière de technologies Web, le groupe Communautaire – en lien avec d'autres acteurs du secteur, dont le Comité d'adaptation de la main-d'œuvre pour personnes handicapées – tient en octobre 2000 un colloque intitulé « Pour une technologie branchée sur la diversité ». De concert avec le milieu associatif concerné, Communautaire crée, fin 2009, le Centre de recherche et d'expérimentation sur l'inclusion des personnes ayant des limitations fonctionnelles (CREIN). Malgré de telles implications, l'organisme reste en tension permanente entre la tutelle des conditions reliées aux subventions gouvernementales et la demande sociale en provenance des groupes communautaires, demande saisie à l'occasion d'une série d'études de besoins réalisées au fil des ans. Le fait qu'en 2006 le groupe Communautaire se soit fait réduire une partie de son financement gouvernementale reflète bien cette fragilité structurelle.

## **VERS DES LOGIQUES PARTICIPATIVES**

Parallèlement, des analystes se montrent sceptiques devant l'usage de cette notion de « fracture numérique », laquelle véhicule un imaginaire qui suscite des questionnements. Elle induirait en effet l'idée d'une « frontière » dont l'un des côtés est présenté comme nécessairement souhaitable et l'autre, comme nécessairement paniquant. Cette notion recèlerait un caractère déterministe supposant que les « nouvelles technologies » véhiculeraient un futur nécessairement profitable à tous. Sans être pour autant technophobes, plusieurs analystes s'interrogent sur les bienfaits effectifs de technologies et de contenus produits principalement dans une optique commerciale ou de

divertissement<sup>14</sup>. Sans éducation critique aux enjeux politiques liés aux contenus numériques, donner accès aux TIC n'est-il pas simplement une nouvelle manière d'inventer des besoins et de nouvelles formes de consumérisme, d'exposer des populations à de nouvelles formes de pollution informationnelle ?

Plutôt que de chercher à colmater une fracture, certains groupes articulent leur action autour de l'éducation à la participation en ligne, d'un point de vue technique, autogestionnaire et citoyen. Si Communautique a soutenu plusieurs initiatives allant en ce sens, c'est en complément à d'autres groupes qui se spécialisent dans la mise en place de médias communautaires participatifs (écrit, vidéo, audio). Selon Michel Sénécal<sup>15</sup>, les modèles communautaires de communication – orientés vers des publics citoyens – renversent le modèle établi par les médias commerciaux qui construisent leur part de marché en se fondant sur les mesures d'audience. Le public est conçu ici comme constitué de citoyens ayant des besoins d'information et de communication, plutôt que de consommateurs dont le temps d'attention est vendu aux publicitaires. Ce modèle de communication communautaire s'inscrit dans le prolongement des logiques contestataires des décennies 1960 et 1970 : il ne s'agit pas seulement de « donner accès » mais bien de s'approprier un média. Michel Sénécal rappelle que déjà

la notion d'appropriation collective des médias a fait sa place dans les discours et les pratiques des acteurs sociaux qui n'ont pas accès au contrôle et à l'utilisation des médias. L'approche participative que privilégient dès lors les radios, et d'autres pratiques médiatiques dans les domaines du cinéma et de la vidéo d'intervention sociale, se traduit par l'emphase donnée au rôle de la communauté dans la propriété, la réalisation des programmes, la gestion de l'organisme. D'où l'importance qui sera accordée à la formation des bénévoles ainsi qu'au rôle dans l'orientation, la gestion et la production dévolu à l'assemblée des membres, qui constitue pour ainsi dire l'épine dorsale démocratique du média<sup>16</sup>.

Entre 1966 et 1969 au Québec, on voit travailler ensemble des cinéastes, des sociologues et des citoyens. Des projets se mettent en place grâce auxquels les citoyens bénéficient d'une formation aux rudiments du

✦ ✦ ✦

14. Éric GEORGE, « L'expression de fracture numérique en question », Éric GUICHARD (dir.), *Mesures de l'Internet*, Paris, Éditions des Canadiens en Europe, 2004, p. 152-165.

15. Michel SÉNÉCAL, « Prise de parole des groupes populaires », <http://www.phonothèque.org/Hist-radio-communautaire/Prise-parole.html> (20 avril 2010).

16. *Ibidem*.

documentaire. En 1970, le projet Société Nouvelle/Challenge for Change, alors financé par quinze ministères fédéraux, vise ainsi à faire des films *avec les gens et pour les gens*. Ces films, qui deviennent très vite contestataires, constituent les débuts d'un cinéma engagé au Canada. Dans cette lignée naît en 2003 le site vidéo participatif *Parole citoyenne* favorisant l'appropriation et la diffusion de projets engagés produits par des Québécois. Ainsi en va-t-il en 2004 du projet Wapikoni Mobile<sup>17</sup> parcourant le Québec sous forme de studios ambulants de création audiovisuelle pour donner aux jeunes autochtones les moyens de s'exprimer via des réalisations vidéo et musicales. *Parole citoyenne*, soutenue par l'ONF jusqu'en 2009, se rattache aujourd'hui à l'Institut du Nouveau Monde pour ainsi s'arrimer à un support communautaire.

À travers ces différents projets participatifs, le militantisme de l'accès devient progressivement lié à des formes d'activisme médiatique, c'est-à-dire orienté vers la critique des formats dominants et des logiques traditionnelles de production et vers l'exploration de propositions originales, subversives et autonomes.

## **MILITANTISMES MÉDIATIQUES : UNE LUTTE PAR L'APPROPRIATION DU MÉDIUM**

### **Les activismes de subversion**

Une première forme du militantisme médiatique interroge les médias de masse en cherchant à en dénoncer les formes et les contenus via des pratiques de détournement symbolique. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, et jusque dans les années 1950, l'usage et l'analyse de la communication publique ont été surtout concernés par des problématiques de persuasion<sup>18</sup>. Cet usage politique de la communication publique est soutenu par la recherche universitaire aux États-Unis, où l'on voit émerger les premiers programmes de doctorat en communication qui se constituent autour d'une définition de la persuasion mise en place pendant la guerre. À la même époque, des mouvements artistiques contestataires se forment contre ce que les artistes perçoivent comme étant des pratiques d'asservissement symbolique au sein de l'écologie informationnelle. En Europe, le mouvement situationniste, à travers une critique de la société marchande, se focalise sur la dénonciation de la « société du spectacle<sup>19</sup> ». Les situationnistes sont les premiers à expérimenter

✦ ✦ ✦

17. Wapikoni, « Cinéma des Premières nations », <http://wapikoni.tv> (5 mai 2011).

18. Serge PROULX, « Les recherches nord-américaines sur la communication : l'institutionnalisation d'un champ d'étude », Paris, *L'Année Sociologique*, vol. 2, n° 51, 2001, p. 467-485.

19. Guy DEBORD, *La société du spectacle*, Paris, Buchet-Chastel, 1967.

la force du détournement de l'image et de la publicité. Ils instaurent une pratique de la « critique en situation » par une subversion du message et du *medium* lui-même. À partir de 1977, les pratiques de détournement de l'envahissement publicitaire se multiplient et s'organisent avec l'émergence du *Billboard Liberation Front* qui s'installe en Californie et aura des échos jusqu'en Australie. En 1987, en France, les Humains Associés lancent des campagnes de « contre-publicité humaniste ». Au Canada, en 1989, le magazine *Adbuster* voit le jour, résultat du travail d'un réseau activiste d'écrivains et d'artistes cherchant à introduire de nouvelles formes contestataires à l'ère de l'information. Ils multiplient les tactiques d'intervention dans l'espace public et publient périodiquement ce magazine d'analyse critique des médias et de l'invasion publicitaire.

À Montréal se forme, vers 2002-2003, le groupe des Décorateurs engagés. Ce groupe d'action directe visait les symboles de la surconsommation et de la publicité envahissante et se revendiquait de la désobéissance civile en pratiquant notamment ce qu'ils appelaient « l'éco-sabotage », destiné principalement à nuire aux véhicules publicitaires. Le groupe pratiquait ainsi le *cultural jamming* (brouillage culturel), une tactique de résistance contre la surconsommation qui consiste à retourner la puissance du marketing contre elle-même. Parmi ses tactiques, les graffitis et les autocollants apposés sur des panneaux publicitaires ou les actions directes commises dans des centres commerciaux constituent des moyens de récupération de l'élan de l'industrie publicitaire pour mieux la faire basculer<sup>20</sup>. Aujourd'hui, s'il n'existe plus de cellule ou de groupe dédié à ce genre de pratiques, plusieurs groupes s'en inspirent encore de façon ad hoc. Ainsi, dans une logique d'intervention en situation, un groupe d'anarchistes montréalais a choisi les trottoirs et les murs de la ville pour apposer les noms de ceux qu'ils perçoivent comme des victimes de la brutalité policière. En choisissant les lieux mêmes des « bavures policières », ces activistes suggèrent une « réflexion en situation » tout en indiquant aux passants l'adresse de leur site web où est davantage documenté le phénomène<sup>21</sup>.

✦ ✦ ✦

20. Dans les mêmes années existaient dans la ville les mouvements *Splat! Montréal* et *NAPALM (Noyau Anti-Pub pour un Affichage Libre à Montréal)*.

21. « Forum contre la violence policière et l'impunité », <http://flicsassassins.wordpress.com/> (4 mai 2011).

## L'expérience des médias alternatifs autonomes

*Don't hate the media, become the media*<sup>22</sup>.

Les médias alternatifs autonomes constituent une deuxième forme de militantisme médiatique lié davantage à la production de contenus médiatiques selon une logique de contre-pouvoir et d'autogestion, d'ouverture et de transparence. Les projets de médias alternatifs autonomes vont expérimenter l'autogestion technologique en mobilisant des logiques contestataires et libertaires. Le Centre des médias alternatifs du Québec (CMAQ)<sup>23</sup> émerge dans l'espace public alternatif lorsqu'il met en ligne son site le 1<sup>er</sup> octobre 2000. Le CMAQ allait bousculer le champ des médias alternatifs autonomes au Québec. Créé en amont du contre-Sommet des Amériques (avril 2001), il devient un support incontournable pour la diffusion de nouvelles à l'endroit des manifestants altermondialistes. En publiant la couverture alternative des événements, mais aussi des documents confidentiels de la police décrivant sa structure de commandement ainsi que des numéros de téléphone privés, le CMAQ devient rapidement un centre de l'attention médiatique. S'inscrivant dans la continuité des projets du réseau Indymedia, il s'en distingue cependant par sa politique éditoriale. Proposant dès son origine un mécanisme de modération éditoriale des contributions a priori – plutôt qu'a posteriori comme il est requis dans les autres Indymedias –, le CMAQ se voit contraint de restreindre sa politique d'ouverture lorsqu'un groupe de « masculinistes » prend d'assaut son site web. Le « donjon » du CMAQ (zone où étaient placés les articles ayant été « modérés ») étant devenu malgré lui un lieu attirant l'attention plutôt que le rejet des propos masculinistes, des groupes féministes ont alors demandé la modification de la politique éditoriale du CMAQ. À partir de ce moment, les articles considérés « racistes, haineux ou sexistes » ont été censurés.

À l'orée des années 2000, l'enthousiasme des militants médiatiques est très grand. Ces militants considèrent en effet que les projets de médias alternatifs autonomes ont réussi à relever trois défis. Premier défi : donner une voix aux exclus habituels des médias de masse, en particulier les militants des mouvements sociaux. Second défi : initier des individus et des groupes aux enjeux techniques et politiques liés à la gestion d'un espace de publication ouverte. Ce type d'activités de publication autonome rend ainsi possible le développement d'une réflexion critique en matière de médias.

✦ ✦ ✦

22. Slogan de Indymedia.

23. « Centre des médias alternatifs du Québec », <http://www.cmaq.net/> (4 mai 2011).

Troisième défi : créer un réseau de sociabilité pour assurer une visibilité mutuelle, un sentiment d'appartenance entre groupes d'affinité, sur une base à la fois locale et internationale. Les initiatives de publication ouverte ont eu pour effet de modifier les frontières qui séparaient traditionnellement les journalistes de leur lectorat.

En 2003 naît le Réseau des médias alternatifs du Québec (RMAQ), une coalition de journaux, revues, radios, collectifs vidéo et cybermédias indépendants qui vise à offrir une solution de rechange aux portails web des médias traditionnels. L'objectif de ce réseau est de rassembler les médias alternatifs autonomes pour faire front commun contre le discours médiatique dominant et étendre la critique des médias de masse. Les médias alternatifs autonomes (et en particulier Indymedia) ont mobilisé l'attention publique au point que certains observateurs ont pu parler de l'émergence d'un véritable mouvement social<sup>24</sup>, d'une forme de révolution politique impliquant la création d'un nouveau type de biens communs<sup>25</sup>. Des « médiactivistes » québécois font un constat similaire :

Les médias autonomes sont les véhicules des mouvements sociaux. Ils visent à subvertir l'ordre social par l'appropriation des moyens de communication. Ce qui fait d'eux des types particuliers de médias alternatifs, c'est qu'ils cherchent d'abord à donner une voix aux personnes et aux groupes généralement exclus de l'espace médiatique. Ils cherchent à fonctionner indépendamment des institutions dominantes [...] et encouragent les publics à participer activement dans leurs projets. Les média-activistes ne cherchent pas seulement à ouvrir des espaces informationnels alternatifs à ceux fournis par les médias de masse, ils cherchent aussi à briser les hiérarchies traditionnelles de l'accès à la production de sens en permettant aux groupes de la base de prendre la parole et de venir définir leur réalité<sup>26</sup> [nous traduisons].

Alors que des amateurs s'initiaient à un savoir-faire journalistique, certains journalistes professionnels profitaient des plateformes en ligne pour explorer concrètement la liberté de parole ouverte par ces dispositifs, une liberté d'expression dont les journalistes étaient parfois dépourvus dans les

✦ ✦ ✦

**24.** Kate MILBERRY, « Indymedia as a Social Movement? Theorizing the New Global Justice Movements », Mémoire de maîtrise (communication), University of Windsor, 2003.

**25.** Michael D. AYERS et Martha MC CAUGHEY, *Indymedia.org: A New Communications Common in Cyberactivism: Online Activism in Theory and Practice*, New York, Routledge, 2003.

**26.** Frédéric DUBOIS et Andréa LANGLOIS, *Autonomous Media. Activating Resistance & Dissent*, Montréal, Cumulus Press, 2005.

médias traditionnels. En s'inspirant du projet français *Rue89* lancé en 2007, *Québec89* démarra peu de temps après, animé par un noyau de trois jeunes journalistes professionnels auquel venaient se greffer quelques pigistes. Les utilisateurs du site sont invités à commenter et à noter les articles. Ils peuvent aussi envoyer à la rédaction leurs témoignages, leurs images d'actualité et leurs suggestions de sujets. Dans ces projets, on comprend que la dimension participative reste tributaire des experts en place, contrairement à la publication « ouverte » dans les modèles alternatifs. En 2007 apparaît presque simultanément une autre initiative participative et autogérée par des journalistes sur fond de conflit social au sein d'une entreprise de presse. Les 253 membres en lock-out du Syndicat des travailleurs de l'information du *Journal de Montréal* fondent le journal en ligne *Rue Frontenac*<sup>27</sup>, dont le titre constitue un clin d'œil à *Rue89*, mais évoque également la rue limitrophe du journal, ainsi que le comte Louis de Buade de Frontenac, gouverneur de la Nouvelle-France qui défendit celle-ci contre les attaques des Anglais au XVII<sup>e</sup> siècle. Les journalistes étaient en lutte contre le groupe Quebecor Media qui refusait de renouveler leur convention collective. L'objectif de *Rue Frontenac*, tout d'abord support médiatique de la lutte syndicale des journalistes, était de fournir une forme d'activité professionnelle aux « lockoutés » en soutenant leur motivation à travailler dans le métier et en leur permettant de démontrer leur talent en dehors de la structure bureaucratique imposée par Quebecor. Le conflit s'est avéré très long et, lors de sa résolution (fin 2010), les succès des journalistes ont été considérés comme mitigés. Quelle fut l'efficacité de *Rue Frontenac* comme tactique syndicale ? Les négociations n'ont pas complètement porté fruit du point de vue des conditions de travail, mais les journalistes ont développé, sans avoir planifié ce prolongement, une expérience durable d'autogestion. Soutenus moralement par d'autres travailleurs syndiqués et par leurs lecteurs et financièrement par la CSN et des annonceurs, les journalistes de *Rue Frontenac* ont évoqué le plaisir de ce travail libéré du joug patronal.

Parallèlement à ces expériences de militantisme médiatique et de journalisme citoyen, nous avons repéré une dernière forme de militance, celle-là orientée vers la conception alternative et la politisation des dispositifs d'information et de communication.

✦ ✦ ✦

27. « Rue Frontenac », <http://ruefrontenac.com/> (4 mai 2011).

## MILITANTISMES CENTRÉS SUR LES DISPOSITIFS

### Le logiciel libre comme source d'un militantisme du code

L'un des fers de lance des militantismes centrés sur les dispositifs est celui du logiciel libre. La première affirmation d'une informatique « libre » renvoie au début des années 1980 : il s'agissait alors de contrer l'émergence d'une vision propriétaire de la micro-informatique financée par la vente de licences d'utilisation. Richard Stallman, alors chercheur au Laboratoire d'intelligence artificielle du *Massachusetts Institute of Technology* (MIT), réfléchit à une façon de garantir les libertés d'exploration, d'usage et de partage des productions informatiques. En 1983, il crée le projet *Gnu is not Unix* (GNU) qui a pour objectif de recomposer un corpus d'applications totalement libres : il s'agit de réécrire les principales applications développées pour le système d'exploitation Unix, alors très populaire. Parallèlement à ces travaux de développement logiciel, Stallman rédige, avec l'aide de l'avocat Eben Moglen, le modèle de la licence *General Public Licence* (GPL) afin de donner un cadre juridique à l'usage et à la distribution du logiciel libre. Cette licence a la particularité de donner explicitement des droits d'usage définis plus spécifiquement par quatre libertés fondamentales : a) la liberté d'exécuter le programme pour tous les usages ; b) la liberté d'étudier le fonctionnement du programme et de l'adapter à ses besoins ; c) la liberté de redistribuer des copies ; d) la liberté de modifier le programme et de publier ces modifications pour en faire profiter la communauté des usagers. Elle ajoute aussi une condition, celle de reproduire ces libertés lorsque l'on distribue le logiciel. C'est son caractère « viral ». Stallman fonde en octobre 1985 la *Free Software Foundation* (FSF) pour promouvoir le logiciel libre à l'échelle mondiale, défendre ses utilisateurs et soutenir le projet GNU. Dès sa première formulation, Stallman situe la définition d'une informatique libre sur un plan éthique. Il s'agit d'associer des principes éthiques et des valeurs scientifiques et humanistes au développement, à l'usage et à la circulation des connaissances techniques et scientifiques liées au logiciel libre. Il présente le projet comme un mouvement social qui reposerait sur les principes de liberté, d'égalité et de fraternité. Il faut à ce titre différencier ce « mouvement du libre » du mouvement *open source* dont les principes de bases ont été formulés à l'initiative d'Eric Raymond<sup>28</sup>. Ce dernier souhaite se distancier de la confusion qui peut se faire en anglais avec le terme *free*, qui renvoie tant à la gratuité qu'à la liberté, mais plus largement à une dimension politique

✦ ✦ ✦

28. Eric RAYMOND et Bob YOUNG, *The Cathedral and the Bazaar*, Sebastopol (CA), O'Reilly, 2001.



associée au logiciel libre. À ce titre, le discours sur l'*open source* s'attache d'abord aux avantages d'une méthode de développement de logiciels fondée sur la collaboration et la réutilisation du code source.

Au Québec, alors que la nouvelle du lancement du projet Linux commence à circuler sur les babillards électroniques (BBS) et les listes de diffusion, le premier groupe d'utilisateurs de Linux voit le jour en 1996 autour du site web de Linux-Québec<sup>29</sup>. L'année 1998 marqua une accélération de l'essor et de la visibilité de Linux au Québec et ailleurs. Après les premiers balbutiements, Linux et de nombreux logiciels libres sont rendus plus faciles à installer et sont amplement documentés sur Internet. La première mission des groupes d'utilisateurs Linux au Québec (concentrés surtout à Québec, Montréal et Sherbrooke) fut de rassembler des utilisateurs avancés en informatique. À partir des années 2000, les nouveaux défis de diffusion consistent à pouvoir rejoindre les entreprises, le grand public, les organisations publiques et le gouvernement. En 2003, le projet LinuxEdu<sup>30</sup> se donne pour objectif d'investir le milieu de l'éducation en provoquant un débat de société autour du logiciel libre. Cette même année, des membres de Linux-Québec fondent FACIL (Forum pour l'appropriation collective de l'informatique libre<sup>31</sup>), une association à but non lucratif de promotion des logiciels libres et des formats ouverts au Québec. Organisateur de la Semaine québécoise de l'informatique libre et de la Conférence sur les logiciels libres en administration publique (CLLAP) en 2006, FACIL s'avère l'un des principaux promoteurs du libre au Québec. Cette association cherche à rassembler les différents acteurs du libre en organisant des rencontres mensuelles et en soutenant diverses activités et réflexions liées au libre. Koumbit, groupe militant né en 2004, propose une infrastructure technique et un modèle économique lui permettant de fournir un hébergement durable pour le CMAQ et pour d'autres projets web militants et communautaires au Québec.

L'année 2008 marque une offensive juridique en faveur du logiciel libre au Québec. L'entreprise Savoir-Faire Linux et l'association FACIL poursuivent la Régie des rentes du Québec en contestant l'attribution sans appel d'offres d'un marché de 722 000 \$ à la compagnie Microsoft. Cette attaque reçoit une attention médiatique en ce qu'elle fait écho au mouvement d'appropriation du logiciel libre en Amérique du Sud (où les arguments sont nettement politiques) et en Europe (où sont avancés des arguments d'ordre

✦ ✦ ✦

29. « Linux Québec », <http://www.linux-quebec.org/> (4 mai 2011).

30. « Linux édu Québec », <http://www.linuxeduquebec.org/> (4 mai 2011).

31. « Facil, pour l'appropriation collective de l'information libre », <http://facil.qc.ca/> (4 mai 2011).

surtout pratique et économique). À la suite de cette couverture médiatique, le gouvernement québécois s'est engagé à revoir les modalités de renouvellement de son parc informatique.

### **L'*hackerspace* comme lieu d'appropriation technologique<sup>32</sup>**

On définit ici les *hackers* comme des utilisateurs passionnés qui détournent et construisent des dispositifs techniques, par opposition aux *crackers* qui détruisent et cherchent à nuire avant tout. Les *hackerspaces* (ou *hackerspaces*) attirent des communautés de hackers qui se rencontrent et partagent leurs passions et leurs expériences. Ils échangent et collaborent autour de la conception de dispositifs techniques, empruntant aux sciences de l'ingénierie de même qu'aux arts numériques et électroniques. Ces lieux fournissent l'infrastructure pour la tenue d'activités communes en permettant notamment à leurs membres de partager un espace, des outils et des installations. Les *hackerspaces* offrent aussi fréquemment des ateliers, des présentations et des soirées. On dénombre environ 300 *hackerspaces* dans le monde<sup>33</sup>.

Le Québec compte un *hackerspace* à Montréal depuis 2008. Alors que plusieurs passionnés se réunissaient déjà dans un café local (Café Chaos), ils ont finalement décidé de créer une association pour se doter d'un local répondant à leurs besoins. En plus d'être un lieu de pratique et d'échanges, de modification et de récupération de matériaux électroniques neufs et usagers, le lieu est devenu un espace de discussion et d'apprentissage par les pairs, inspiré par un idéal d'éducation populaire. Les membres tiennent des activités de mise en partage, mais interviennent aussi de plus en plus directement dans l'espace public et auprès de diverses organisations pour une appropriation populaire des technologies numériques.

### **BILAN ET PERSPECTIVES**

Ces nouvelles formes d'engagement militant apparaissent en continuité avec les modes habituels de mobilisation politique tout en introduisant les tensions d'une nouvelle complexité. C'est le cas notamment des militantismes de l'accès qui ajoutent aux luttes pour l'inclusion sociale et aux formes habituelles d'éducation populaire certaines possibilités ouvertes par les avancées technologiques contemporaines. Beaucoup des organismes qui

✦ ✦ ✦

32. Cette section s'inspire notamment d'un article de Kristina HARALANOVA et Alexandre MAGELLAN paru dans la revue *Dpi.20 de studi XX*, <http://dpi.studioxx.org/demol> (4 mai 2011).

33. « HackerspaceWiki », <http://extreme.ajatukseni.net/2010/07/19/hackerspaces-members-and-involvement-survey-study/> (1<sup>er</sup> juillet 2011)

œuvrent pour l'inclusion technologique dépendent de financement fourni les gouvernements. Dans le contexte de développement d'une « économie sociale », les États s'appuient volontiers sur le milieu communautaire pour assurer la gestion de certains problèmes sociaux tout en lui demandant de faire preuve de rentabilité et d'assiduité bureaucratique.

Les militances médiatiques n'ont que faiblement contribué à déstabiliser le pouvoir médiatique des grands réseaux. La publicité urbaine continue de s'étaler et de raffiner ses modes d'affichage. Certains partis politiques verts apparaissent sensibles à la question de l'envahissement publicitaire et mentalement polluant des espaces médiatiques. En septembre 2010, des élus du Plateau-Mont-Royal (dans la lignée du parti à tendance écologique Projet Montréal) ont annoncé leur intention de retirer les enseignes publicitaires de leur arrondissement, mais des agences de publicité ont menacé de poursuivre la Ville. Par ailleurs, ce même parti municipal reste très strict en ce qui concerne les graffitis « sauvages » et impose de fortes amendes aux contrevenants. D'autres formes d'activisme orienté vers les TIC et ayant cherché à rompre avec l'ordre symbolique dominant se sont retrouvées en porte à faux, plus ou moins dilués ou récupérés par les pratiques médiatiques dominantes.

Les activistes des médias alternatifs autonomes ont participé à l'instauration d'une nouvelle culture de la critique des médias, dans ses contenus, ses formes et son organisation. Les pratiques de publication ouverte (*open publishing*) ont ainsi inspiré des logiques plus interactives et participatives. Les luttes médiatiques se renouvellent sur de nouveaux sites et via de nouveaux projets. Indymedia a changé la face du Web, de même que le rapport des citoyens aux médias, à la lecture et à la production-diffusion de l'information. Certaines pratiques militantes ont constitué un exemple pour des médias traditionnels qui ont adopté des politiques de publication ouverte ou participative. Toutefois, dans cette constellation de transformations médiatiques, l'expertise reste encore aux mains des journalistes, alors que cette « ouverture aux commentaires » n'instaure pas suffisamment une éducation citoyenne critique en regard des médias numériques. Dix ans après la publication de son ouvrage sur les médias autonomes, Frédéric Dubois revenait sur l'évolution des pratiques participatives. L'enthousiasme de l'époque a fait place à un regard plus acide sur ce qui s'est réellement produit :

Ce cyberjournalisme [...] a connu son âge d'or et l'heure est aux désillusions par rapport aux potentiels et acquis de la participation à tous crins. [...] Le cyberjournalisme participatif a marginalement contribué aux luttes sociales du Québec. Il les a portées, a modifié parfois le

langage et même l'écriture (phrases courtes, expressions plus succinctes). Mais fondamentalement, l'expérience participative n'a pas connu son plein potentiel et s'est progressivement fait [remplacer] par [...] une prise de parole apolitique, même asociale<sup>34</sup>.

Selon Frédéric Dubois, la simplification de l'accès aux blogues et la mise à disposition d'outils de *microblogging* (tel Twitter) ont facilité la prise de parole publique, mais en la banalisant, en lui enlevant sa dimension de radicalité. La multiplication d'outils d'autopublication et de pratiques d'expression publique aura contribué à populariser une culture de la participation, ce que Manuel Castells a appelé l'émergence des « médias de masse individuels », innovation également identifiée par d'autres auteurs comme élément constitutif du Web social<sup>35</sup>. Si une population élargie prend la parole, cela ne signifie pas que celle-ci se soit nécessairement mobilisée ou politisée. L'individu connecté n'est plus nécessairement porteur de la parole d'une communauté qui se serait concertée et rassemblée pour s'exprimer. Par ailleurs, plusieurs médias de masse ont mis en place des extensions « participatives », en laissant au lecteur le droit de noter ou de commenter les articles diffusés.

Le troisième type de militantisme, centré sur les dispositifs, nous semble le plus complexe à analyser quant à son caractère politique et militant. Nous pouvons énumérer certains points de chute considérés comme politiques au regard de ces militants.

En ce qui a trait à l'acquisition d'une autonomie d'action du monde militant, les activistes centrés sur les dispositifs – tels que les travailleurs du groupe Koumbit qui s'investissent dans le milieu communautaire de la région de Montréal – voient dans l'adoption du logiciel libre et de modes autogérés d'hébergement logiciel des façons de renforcer leur autonomie et de consolider leurs infrastructures. En matière d'information citoyenne, les militants du libre (tout comme les *hackers*) jouent un rôle de veille et de sensibilisation aux enjeux politiques liés aux choix technologiques. Que ce soit par le biais de conférences ou d'ateliers participatifs, de publications en ligne ou de manifestations publiques, ces activistes travaillent notamment à ce que les utilisateurs des dispositifs soient à même de comprendre et de vérifier la sécurité des systèmes dont ils font usage (par exemple, pouvoir vérifier ce que le système fait de l'information fournie par l'utilisateur). Ces militants

✦ ✦ ✦

34. Frédéric Dubois, entrevue, avril 2010.

35. Florence MILLERAND, Serge PROULX, Julien RUEFF (dir.), *Web social. Mutation de la communication*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2010.

cherchent à garantir la liberté d'action des utilisateurs et luttent pour que ceux-ci puissent adapter les dispositifs techniques à leurs besoins, qu'ils puissent par exemple changer facilement de fournisseurs de matériels et de logiciels, ou qu'ils soient capables de réparer eux-mêmes leurs outils.

D'un point de vue économique, les militants dont l'action est centrée sur les dispositifs favorisent une meilleure rationalisation des coûts en prônant la mise en commun des ressources du développement logiciel par les organisations publiques. Lorsqu'ils ne sont pas bénévoles, c'est la valeur de leur travail (soutien au développement logiciel ou au service d'hébergement) qui leur garantit un revenu. Ils tiennent mordicus à leur indépendance financière. En matière d'accessibilité, les militants du libre et les *hackers* travaillent à une plus grande diffusion des connaissances techniques et à une meilleure appropriation des dispositifs liés à Internet. Ils développent également un ensemble de protocoles appropriés pour faciliter l'accès technologique aux personnes avec des difficultés handicapantes. Cependant, plusieurs limites peuvent être soulignées quant à ces pratiques militantes au Québec.

On peut tout d'abord s'interroger sur la compréhension publique des enjeux politiques portés par le mouvement du logiciel libre. La récente lutte juridique menée par Linux-Québec et FACIL a été couronnée d'un relatif succès au sens où l'informatique libre entre dorénavant dans l'horizon du possible pour les institutions publiques québécoises. Or, jusqu'ici, la réponse du gouvernement québécois a été surtout d'ordre commercial. Les arguments éthiques et politiques du mouvement du libre – concernant, par exemple, l'indépendance de la collectivité québécoise en matière de choix technologiques, la promotion d'une égalité d'accès pour l'ensemble des citoyens, le partage du savoir et la préservation des libertés fondamentales – restent peu entendus. On peut d'ailleurs se demander dans quelle mesure la promotion du logiciel libre peut être entendue comme un combat éthique pour une approche solidaire et autonome des technologies plutôt que comme une simple solution gratuite ou facilement accessible aux coûteux logiciels propriétaires. Une étude de 2010 menée par des chercheurs du LabCMO<sup>36</sup> auprès de 90 acteurs québécois du logiciel libre a montré que peu de répondants plaçaient un espoir dans la capacité des institutions québécoises à soutenir le logiciel libre par le financement prioritaire de son développement ou par la création d'entreprises dans ce secteur. Plusieurs répondants insis-

✦ ✦ ✦

36. Stéphane COUTURE, Kristina HARALANOVA, Sylvie JOCHEM et Serge PROULX, *Un portrait de l'engagement pour les logiciels libres au Québec*, Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie. Note de recherche, Montréal, mars 2010.

taient cependant sur le rôle pédagogique que devrait prendre le milieu éducatif pour faire connaître les logiciels libres dans l'enseignement scolaire et universitaire.

Quant à la figure du *hacker* et aux intérêts éducatifs et pédagogiques liés à sa compréhension intime des dispositifs techniques, elle reste publiquement toujours stigmatisée. À titre d'exemple, le spectacle du « Cybertr[hack]eur » offert en 2010 au studio Techno-citoyen du festival Technofolies au Centre des sciences de Montréal<sup>37</sup> insistait sur le mystère et la peur plutôt que sur l'explication et la mise en relation avec des activités pédagogiques. Les visiteurs qui assistaient à « un spectacle-choc pour faire face aux cyberdangers une fois pour toutes sur la thématique : Vol d'identité, vol de données, piratage, êtes-vous vraiment en sécurité ? » étaient plutôt dirigés vers un stand de Sécurité Canada plutôt que vers une explication technologique ou sociologique des modes d'usurpation d'identité.

Enfin, plusieurs militants évoquent la fatigue intrinsèque et les limites de ces luttes souvent bénévoles. Antoine Beaupré, militant du libre, membre de Koumbit et du CMAQ, note que « c'est la fatigue des collectifs, des militants bénévoles... les poursuites légales, le maintien des politiques éditoriales... qui ont contribué à épuiser certains projets<sup>38</sup> ». Robin Millette, militant du libre de longue date, note que les efforts bénévoles orientés vers les luttes politiques se dispersent et s'étiolent :

Depuis environ dix ans, ce sont souvent les mêmes personnes qui prennent des initiatives mais pourtant, on voit rarement des exemples de collaboration entre les groupuscules. On peut aussi constater une nette démarcation entre les communautés francophones et anglophones à Montréal, une rivalité Montréal/Québec et un immense vide en dehors de ces deux villes et de Sherbrooke<sup>39</sup>.

L'enjeu principal du militantisme orienté vers les dispositifs tient sans doute dans son arrimage aux autres formes de militantismes : celui de l'accès porté principalement par les milieux communautaires, le militantisme médiatique nourri par des artistes, des journalistes et divers acteurs sociaux concernés par la violence symbolique. Les remous provoqués depuis 2009 par *Wikileaks* (et son extension québécoise récente *QuébecLeaks*<sup>40</sup> prônant une

✦ ✦ ✦

37. « Centres des sciences de Montréal », <http://www.centredessciencesdemontreal.com/evenements-speciaux/technofolies.html> (4 mai 2011).

38. Antoine Beaupré, entrevue réalisée en février 2010 pour les fins de cette publication.

39. Robin Millette, entrevue réalisée en février 2010 pour les fins de cette publication.

40. « Québec Leaks », <http://www.quebecleaks.org/> (4 mai 2011).

transparence complète des activités du gouvernement québécois) semblent suggérer des associations nouvelles – dans l’imaginaire social tout au moins – entre les militantismes centrés sur les dispositifs et les militantismes médiatiques, dans une optique résolument participative, citoyenne, critique et autonome.